

Programme des Nations Unies pour le Développement

Madagascar

Appui à la Réforme du Secteur de la Sécurité à Madagascar (ARSSAM)

Rapport Trimestriel de progrès au 31 mars 2017

Award ID : 00097148

Durée du projet : septembre 2016 - décembre 2018

Effet UNDAF : Effet 2 - Les institutions publiques, la société civile et les médias, au niveau central et décentralisé, exercent efficacement leurs rôles et sont redevables pour une gouvernance apaisée, protectrice des droits humains

Produit CPD : Résultat 1 - Les Collectivités Territoriales Décentralisées, la société civile et les communautés de base dans les zones d' intervention sont structurées et outillées pour promouvoir la cohésion sociale, la paix, la sécurité, le relèvement efficace, résister aux différents chocs et stimuler le développement local en répondant aux besoins exprimés par la population.

Résultat 2 - Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l' Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l' accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

Résultat pertinent du plan stratégique du PNUD : Effet 2 - Les attentes des citoyens, notamment en matière de liberté d' expression, de développement, de primauté du droit et de redevabilité sont satisfaites grâce à des systèmes plus solides de gouvernance démocratique

gher

H

88

Liste de distribution aux parties prenantes

1. Général Fidy Mpanjato RAKOTONARIVO, Président du CTO-RSS et Directeur du Cabinet Militaire de la Primature
2. Amina Ahmed COURONNE, Secrétaire Exécutive du CTO-RSS
3. Colonel Solofo Andriamahefa, Membre du CTO-RSS, Ministère de la Défense Nationale
4. Colonel Tiana RAPELANORO, Officier Coordonnateur Direction Générale de la Planification et des Operations
5. Jean Rostand RABIALAHY, Directeur de Cabinet du Ministère de la Sécurité Publique et Membre du CTO-RSS
6. Général Solofonirina Maherizo ANDRIAMANANA, Directeur de la Communication et Relations Extérieures du Secrétariat d'Etat chargé de la Gendarmerie
7. Hanitriniaina BELALAHY, Directeur des Droits Humains et des Relations Internationales du Ministère de la Justice
8. Nirinamihamina Ramelson RAMANTSOA, Directeur des Programmes et du Suivi-Evaluation du Ministère de la Justice
9. Marie Francine KIDJA, Directeur Général de la Promotion de la Femme du Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme
10. Mandimby RAKOTOARISON, Directeur de l'Appui à la Prévention et au Maintien de l'Ordre et de la Sécurité Publics du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
11. Johan Andria RAMANDIMBISON, Directeur des Relations Multilatérales du Ministère des Affaires Etrangères
12. Anthony RANDRIANJAFISOLO, Assemblée Nationale
13. Jacques Yves Richard RAKOTOMALALA, Sénat
14. Oana Mihai, Coordinatrice du Secrétariat Technique du Fonds pour la Consolidation de la Paix
15. Serzhino BIHARISOA, Chargé de Programme, Fonds pour la Consolidation de la Paix
16. Jean-Didier MISSILOU, Conseiller Politique Principal, Union Africaine



RAPPORT TRIMESTRIEL janvier – mars 2017 (1^{er} trimestre 2017)

Mise en œuvre de produits du CPD

Output 1 du CPD : Les Collectivités Territoriales Décentralisées, la société civile et les communautés de base dans les zones d'intervention sont structurées et outillées pour promouvoir la cohésion sociale, la paix, la sécurité, le relèvement efficace ; résister aux chocs extérieurs et stimuler le développement local en répondant aux besoins exprimés par la population.

Indicateur 1.2 : Nombre d'initiatives et structures locales contribuant à la réconciliation nationale, à la prévention de conflits, à la cohésion sociale et à la consolidation de la paix appuyées ou renforcées.

- Baseline 2016 : 0
- Cible cumulée de l'année (2017) : 5
- Réalisation cumulée : 0 (0%)
- Etat d'avancement :
- Faits marquants au cours du trimestre écoulé :
- Observations importantes le cas échéant : Initiation d'activités prévue pour deuxième trimestre 2017 (sécurité communautaire et police de proximité)

Output 2 du CPD : Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

Indicateur 2.2 : Nombre d'institutions et acteurs (y compris le Parlement et l'organe de gestion des élections) disposant d'outils et de compétences nécessaires à l'exercice de leurs missions et à la promotion de la participation citoyenne y compris les femmes et les jeunes

- Baseline (2016) : 0
- Cible de l'année (2017) : 2
- Réalisation cumulée : 1 (50%)
- Etat d'avancement : Appui technique a été fourni lors de la retraite du CTO-RSS pour la finalisation (suite aux ateliers de planification tenus en octobre) des plans d'actions des 8 piliers de la RSS en octobre 2016. Subséquemment, le projet a appuyé le CTO-RSS dans la finalisation des plans d'actions des 8 piliers de la RSS et la consolidation d'un cadre stratégique global de la RSS (d'octobre 2016 jusqu'à mars 2017). Lorsque ce processus sera terminé, il est prévu que le CTO-RSS sera dissolu et un nouvel organe national crée pour coordonner la RSS à Madagascar.

En consultation avec le CTO-RSS, les besoins en question de matériels et équipements du CTO-RSS (ou son successeur) ont été identifiés. Les équipements ICT (ordinateurs, imprimantes, onduleurs, vidéoprojecteur, écran de projection, pointeurs laser, etc.) et matériels bureautiques (tables et chaises de bureau et de conférence, armoires de rangement, chevalets de conférence, etc.) ont été commandés et la dotation sera réalisée lors de l'établissement du nouvel organe de coordination de la RSS à Madagascar pour le munir dès le début des équipements nécessaires à son bon fonctionnement.

- Faits marquants au cours du trimestre écoulé :
- Observations importantes le cas échéant : Il était prévu que le CTO-RSS (organe temporaire de coordination) finirait son mandat à la fin de 2016 et serait remplacé par un organe national de coordination de la RSS à Madagascar avec un mandat plus pérenne. Le décalage et l'incertitude concernant la durée de cette transition signifie que les interlocuteurs actuels du projet pourront être remplacés en partie ou complètement dans les mois à venir. L'appui technique prévu pour l'organe national de coordination de la RSS est en attente de cette transition et de l'entrée en fonction du nouvel organe.

Indicateur 2.3 : Nombre d'initiatives appuyées contribuant à la lutte contre la corruption ou à la participation citoyenne

- Baseline (2016) : 0
- Cible de l'année (2017) : 1
- Réalisation cumulée : 0 (0%)
- Etat d'avancement :
- Faits marquants au cours du trimestre écoulé :
- Observations importantes le cas échéant: Initiation d'activités prévue pour deuxième trimestre 2017

Mise en œuvre de produits du Plan stratégique

Outcome 2 du plan stratégique : Les attentes des citoyens, notamment en matière de liberté d'expression, de développement, de primauté du droit et de redevabilité sont satisfaites grâce à des systèmes plus solides de gouvernance démocratique

Produit 2.4: Cadres et processus de dialogue lancés pour permettre l'engagement efficace et transparent de la société civile au développement national

Indicateur 2.4.1.A.1.1.: Extent to which women's groups have strengthened capacity to engage in critical development and crisis related issues

- Baseline (2016) : 3=Partially
- Cible annuelle : 4=Largely
- Valeur actuelle :
- Observations importantes le cas échéant : Initiation d'activités prévue pour deuxième trimestre 2017 (sécurité communautaire)

Indicateur 2.4.1.A.2.1.: Extent to which youth groups have strengthened capacity to engage in critical development and crisis related issues

- Baseline (2016) : 3=Partially
- Cible annuelle : 4=Largely
- Valeur actuelle :
- Observations importantes le cas échéant : Initiation d'activités prévue pour 2018 (capacités des OSC des jeunes pour le plaidoyer)

Outcome 3 du plan stratégique : Les pays se dotent d'institutions renforcées pour assurer progressivement l'accès universel aux services de base

Produit 3.5. Les communautés sont dotées des moyens nécessaires pour, et les institutions du secteur de la sécurité en sont capables, améliorer la sécurité pour les citoyens et faire reculer la violence armée

Indicateur 3.5.1.A.1.1.: Extent to which capacities of the security sector for governance were improved

- Baseline :
- Cible annuelle :
- Valeur actuelle:
- Observations importantes le cas échéant : Les préparations pour lancer une étude sur les besoins de sécurité du pays sont en cours (TDR et DS approuvés ; recrutement à initier).



L'étude s'appuiera sur les résultats des consultations et analyses déjà menées et initiera une collecte d'informations supplémentaires pour compléter le tableau des besoins qui guidera ultérieurement l'élaboration des plans opérationnels des Forces de Défense et de Sécurité ainsi que le développement d'une vision nationale de sécurité.

Indicateur 3.5.1.A.1.2.: Extent to which capacities of the security sector for oversight were improved

- Baseline :
- Cible annuelle :
- Valeur actuelle:
- Observations importantes le cas échéant : Initiation d'activités prévue pour deuxième trimestre 2017 (parlement, contrôle d'armes)

Prise en compte du genre

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, les femmes constituent un objectif significatif. Aussi, le critère genre est pris en compte en vue d'une meilleure inclusion des femmes.

Le projet comprend des activités focalisées spécifiquement sur l'inclusion et promotion des femmes dans les FDS (activités prévues pour troisième trimestre 2017). En plus, dans les analyses et consultations le projet donne une attention particulière à l'inclusion des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables, et à la désagrégation de l'information et des données selon sexe.

Point sur le renforcement des capacités nationales

Le projet met un accent sur le renforcement des capacités des parties prenantes nationales (spécialement l'organe de coordination, les FDS et leurs ministères de tutelle) et prévoit une série de formations et d'ateliers, de l'appui technique et stratégique (élaboration de documents et plans stratégiques) et la dotation de matériels (matériels de communication, ICT et bureautiques, infrastructures) à cet effet.

Point sur la coopération sud-sud

Dans les activités pertinentes, référence sera faite à de bonnes pratiques et des exemples d'autres pays du Sud et la facilitation d'échanges avec des experts et contreparties provenant de ou avec expérience dans les pays en voie de développement sera favorisée.

Principaux problèmes rencontrés et solutions adoptées ou proposées

Un facteur de décalage a été le temps nécessaire pour déterminer la modalité de mise en œuvre (délai pour obtenir l'autorisation DIM) et recruter le personnel de projet. Le problème a été entre temps résolu.

Il était prévu que le CTO-RSS (organe temporaire de coordination) finirait son mandat à la fin de 2016 et serait remplacé par un organe national de coordination de la RSS à Madagascar avec un mandat plus pérenne. Le décalage et l'incertitude concernant la durée de cette transition signifie que les interlocuteurs actuels du projet pourront être remplacés en partie ou complètement dans les mois à

venir. L'appui technique prévu pour l'organe national de coordination de la RSS est en attente de cette transition et de l'entrée en fonction du nouvel organe. Le projet compte donc encourager et appuyer la mise en place de l'organe de coordination définitif et il est prêt à fournir une imprégnation sur le projet dès que tel organe sera en place.

Enfin l'imprégnation et appropriation limitée de certaines institutions nationales a comporté un retard dans la nomination des points focaux de la partie nationale, mais désormais tous les points focaux (sauf celui du Ministère de la Défense) sont nommés et connaissent le projet.

Perspectives pour le prochain trimestre

- Doter le nouvel organe national de coordination de la RSS à Madagascar en matériels informatiques et bureautiques ;
- Réaliser un atelier de renforcement de capacités pour les membres de l'organe national de coordination de la RSS s'il est en place ;
- Lancer le recrutement d'un consultant pour élaborer une stratégie communication sur la mise en œuvre de la RSS ;
- Réaliser des ateliers de sensibilisation des parties prenantes de la RSS sur leur rôle dans le processus ;
- Développer des matériels de sensibilisation sur la mise en œuvre de la RSS ;
- Lancer le recrutement de deux consultants pour effectuer l'étude sur les besoins de sécurité du pays ;
- Organiser la mission d'un expert du siège pour faire une évaluation provisoire de la législation nationale, des règles et des procédures pour la gestion des armes des FDS et des civils ;
- Lancer le recrutement d'une enquête sur l'accès des civils aux armes légères ;
- Réaliser des ateliers de renforcement de capacités pour les Parlementaires et le personnel de l'Assemblée Nationale et du Sénat.



RAPPORT TRIMESTRIEL SUR LES PROGRES

Business Unit : MDG10	Award ID : 000097148	Titre du Projet /Programme : Appui à la Réforme du Secteur de la Sécurité à Madagascar (ARSSAM)	Partenaire de mise en œuvre : PNUD, OIM, UNICEF, HCDH, UNFPA	Date de début du projet : septembre 2017	Date de fin du projet: décembre 2018	Période du rapport Du : 1 janvier 2017 au 31 mars 2017	Budget total du projet/programme (USD) : 3 000 000 (dont PNUD 1 500 000)	Taux de décaissement cumulé (en %) : 3%
-----------------------	----------------------	---	--	--	--------------------------------------	--	--	---

Section 1. Mise en œuvre du projet

A. Mise à jour des risques du projet

Type (stratégique, opérationnel, financier, sécuritaire, organisationnel, autres)	Date d'identification	Description	Date de mise à jour	Réponses du management / Contre mesure	Statut critique (Oui/Non)	Responsable du suivi	Chargé de Programme
Stratégique	Août 2016	Réticence à la mise en œuvre de certaines activités sensibles	Mars 2017	- Ancrage des activités proposées grâce au partenariat solide des cinq agences avec la partie nationale et aux consultations qui ont précédé la rédaction du projet et la préparation des activités - Prévision par le projet de certaines séances de sensibilisation qui devraient aider à surmonter les réticences	Non		

		- Le comité de projet fournit un cadre pour discuter, anticiper les possibles divergences et s'accorder sur les solutions appropriées		
Août 2016	Conséquences néfastes potentielles liées à la conception et à la mise en œuvre du projet	Mars 2017 - Le projet adopte l'approche « do no harm ». Le comité de projet veille sur la mise en œuvre des activités et à fonction d'« alerte » : si une activité semble pouvoir créer des conflits, elle sera immédiatement revue de façon participative	Non	Chargeé de Programme, Comité de Projet
Août 2016	Retard de la promulgation du décret de nomination officielle des membres de la CNIDH	Mars 2017 - Actions de plaidoyer pour l'accélération du processus ont appuyé la promulgation des membres et mise en place de la CNIDH	Non	Chargeé de Programme
Janvier 2017	Retard de la promulgation du décret de création du nouvel organe de planification de la RSS	Mars 2017 - Actions de plaidoyer déjà menées pour l'accélération du processus - D'autres volets d'actions seront planifiés en premier lieu pour ne pas bloquer la mise en œuvre des activités - Les actions de promotion du mandat et du rôle de de l'organe de coordination et de mise en œuvre de la RSS pourront être mises en œuvre sans attendre la nomination officielle	Oui	Chargeé de Programme

				Chargeé de Programme	
Janvier 2017	Retard de la mise en place du nouvel Haut Conseil de la Défense Nationale	Mars 2017	- Actions de plaidoyer déjà menées pour l'accélération du processus - D'autres volets d'actions seront planifiés en premier lieu pour ne pas bloquer la mise en œuvre des activités	Non	
Politique	Août 2016	Instabilité politique et rotations du personnel de la partie nationale qui pourrait retarder la mise en œuvre	Mars 2017	- Etablissement de liens avec les techniciens des institutions, moins sujets aux rotations - Diversification des partenaires - Réunions périodiques et d'introduction lors des nominations de nouveaux partenaires	Non
Opérationnel	Août 2016	Manque de coordination entre les différentes composantes du projet	Mars 2017	- Mise en place d'un coordinateur de projet prévu pour mi-avril 2017 - Mécanisme de réunions régulières entre le coordinateur, les cinq agences et la partie nationale	Non
Février 2017	Non disponibilité de Consultants, de matériels au moment voulu entravant la performance du projet	Mars 2017	- Constitution de base de données de ressources humaines et prestataires - Appui à la divulgation des appels à offres et encouragement de candidats qualifiés à postuler	Non	

Signature : [Signature]

A

B. Mise à jour des problèmes du projet

Type (changement, problème, autres)	Date d'apparition	Description	Date de mise à jour	Réponse du Management au problème	Résolu (Oui/Non)	Responsable du suivi
Retard dans le recrutement du personnel de projet	Octobre 2016	Longues procédures de recrutement du personnel. Arrivée de la Spécialiste en février 2017, recrutement de Coordinateur de Projet et de l'AAF seulement finalisé en mars 2017 (début prévu pour avril 2017)	Mars 2017	Appui intérimaire par un AAF assigné à un autre projet. Prise en charge des activités et responsabilités de coordination inter-agences par la Spécialiste.	Non	Chargé de Programme
Retard dans la nomination des points focaux de la partie nationale	Novembre 2016	À la date actuelle, le point focal du Ministère de la Défense Nationale reste encore à être officiellement nommé, résultant dans une incertitude dans le contact avec ce ministère très important pour le projet.	Mars 2017	Correspondance avec les partenaires et le point focal non officiel dans le MDN pour encourager une nomination.	Non	Chargé de Programme
Retard de la promulgation du décret de création du nouvel organe de planification de la RSS	Novembre 2016	Le mandat de l'organet temporaire de coordination de la RSS (CTO-RSS) était censé expirer à la fin de 2016, et un nouvel organe de coordination aurait dû être créé avec un mandat et une base	Mars 2017	Plaidoyer, encouragement et appui à la mise en place de l'organe de coordination définitif et préparation à fournir une imprégnation sur le projet dès que tel organe sera en place.	Non	Chargé de Programme
Retard de la mise en place du nouvel Haut Conseil de la Défense Nationale			Mars 2017	Plaidoyer auprès de la partie nationale pour l'accélération du processus et priorisation d'autres volets d'actions pour ne pas bloquer la mise en œuvre des activités	Non	Chargé de Programme

Section 2. Progression des produits du CPD :

Project ID : 00100983 **Description :** Produit 1 Les Collectivités Territoriales Décentralisées, la société civile et les communautés de base dans les zones d'intervention sont structurées et outillées pour promouvoir la cohésion sociale, la paix, la sécurité, le relèvement efficace ; résister aux différents chocs et stimuler le développement local en répondant aux besoins exprimés par la population.

Longue description : Le projet vise améliorer les mécanismes de dialogue entre les FDS et les populations afin de faciliter l'émergence d'espaces d'échange constructifs et les interactions entre les différentes parties prenantes.

Indicateur 1.2 : Nombre d'initiatives et structures locales contribuant à la réconciliation nationale, à la prévention de conflits, à la cohésion sociale et à la consolidation de la paix appuyées ou renforcées.

Baseline (2016) : 0

Cible annuelle cumulée (2017) : 5

Etat d'avancement (+ % d'avancement vers la cible annuelle) : 0

Moyens de vérification :

- Rapports des activités

Section 3. Réalisation des activités

Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 1.2 Approche de proximité FDS

Produit 4.1 : Les forces de sécurité développent une « approche de proximité » de la population

Activité 4.1.1 : Dialogue entre les représentants des FDS, des autorités locales et de la société civile (en particulier les organisations des femmes et de jeunes).

Une facilitation sera apportée à l'organisation des sessions de dialogue entre la société civile, les autorités locales, et les FDS, pour échanger sur les perceptions et attentes, les besoins de sécurité des populations et les rôles des forces de sécurité pour renforcer la confiance mutuelle. Une séance centrale sera organisée dans la Capitale, et cinq séances supplémentaires seront organisées dans les Provinces du pays.

Date de début : troisième trimestre 2017

Date de fin : troisième trimestre 2017

Progression jusqu'à ce jour : 0%

Activité 4.1.2 : Développement d'un modèle de plan de sécurité communautaire

En lien avec les politiques et stratégies développées dans les Résultat stratégiques 1 et 2, et basé sur les sessions de dialogue prévues à l'activité précédente, cette activité visera le développement d'un modèle de plan de sécurité communautaire. Cette activité visera, entre autres, de traduire les politiques de « police/gendarmerie de proximité » en un modèle de plan concret.

(Signature)

K

Date de début : troisième trimestre 2017 Progression jusqu'à ce jour : 0%		Date de fin : troisième trimestre 2017	
Résultats des activités			
Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)
Pertinence des exemples et aspects abordés pendant les sessions	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :
Satisfaction des participants	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Le plan prend en compte les conclusions et recommandations des sessions de dialogue	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Practicabilité du modèle de plan	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :

Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 1.3 Gestion et fonctionnement
Résultat 5.1 : L'équipe de mise en œuvre du projet est mise en place et opérationnelle

Activité 5.1.1 : Mettre à disposition du personnel PNUD pour la mise en œuvre du projet et assurer l'appui technique nécessaire
Date de début : janvier 2017 Date de fin : décembre 2018
Progression jusqu'à ce jour : 25% (de la cible annuelle pour 2017)

Résultat 5.2 : La mise en œuvre du projet est communiquée et suivie, et l'assurance qualité est assurée par le programme du PNUD

Activité 5.2.1 : Assurer la communication
Date de début : janvier 2017 Date de fin : décembre 2018
Progression jusqu'à ce jour : 25% (de la cible annuelle pour 2017)

Activité 5.2.2 : Assurer le suivi et l'évaluation
Date de début : janvier 2017 Date de fin : décembre 2018
Progression jusqu'à ce jour : 25% (de la cible annuelle pour 2017)

Résultats des activités			
Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)
Personnel de projet recruté et opérationnel	mars 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :
Communication sur les activités et le projet	mars 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :
Suivi des activités et de l'avancement du projet	mars 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :

Section 2. Progression des produits du CPD :

Project ID : 00102851 Description : Produit 2 Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

Longue description : La redevabilité des forces de sécurité doit s'accompagner au rehaussement des standards éthiques et des capacités de dialogue, et de service à la population, des éléments fondamentaux en vue de gagner la confiance de la population. Le renforcement des capacités des FDS aura une place centrale, avec la mise en œuvre des actions de sensibilisation et renforcement des capacités des FDS déjà opérationnelles.

Le Parlement est dans tout pays démocratique l'institution de redevabilité par excellence ainsi que l'organe auquel le peuple délieguera, à travers les élections, le pouvoir législatif. Il est donc fondamental de renforcer la capacité des deux Chambres à s'engager dans le processus de RSS, à suivre et rapporter sur la performance du secteur de la sécurité, à proposer des éventuelles réformes législatives et à faire du plaidoyer sur des questions de sécurité et ainsi jouer pleinement leur rôle de contrôle démocratique des FDS.

✓

✓

Indicateur 2.2 : Nombre d'institutions et acteurs (y compris le Parlement et l'organe de gestion des élections) disposant d'outils et de compétences nécessaires à l'exercice de leurs missions et à la promotion de la participation citoyenne y compris les femmes et les jeunes

Baseline (2016) : 0

Cible annuelle cumulée (2017) : 2

Etat d'avancement (+ % d'avancement vers la cible annuelle) : 5%

Moyens de vérification :

- Rapports des activités

Indicateur 2.3 : Nombre d'initiatives appuyées contribuant à la lutte contre la corruption ou à la participation citoyenne

Baseline (2016) : 0

Cible annuelle cumulée (2017) : 1

Etat d'avancement (+ % d'avancement vers la cible annuelle) : 0

Moyens de vérification :

- Rapports des ateliers de renforcement de capacité et des activités

Section 3. Réalisation des activités

Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 2.1 Soutien au processus RSS

Produit 1.1 Le processus de réforme du secteur de la sécurité dans sa globalité est soutenu techniquement et politiquement, ses enjeux sont compris par les acteurs politiques informés

Activité. 1.1.1 Appui au CTO-RSS (ou son successeur)

Pour atteindre un pilotage professionnel du processus de la RSS et dans les normes identifiées par le Cadre de RSS de l'Union Africaine, un soutien technique et matériel est prévu pour l'organe national de coordination. Il est prévu à ce que cet organe soit fonctionnel, à travers la mise à disposition de moyens et le transfert de compétences pour mettre efficacement en œuvre le processus.

- Renforcement de capacités

- Dotation de matériels

- Visite d'échange à Madagascar

Date de début : février 2017

Date de fin : décembre 2017

Progression jusqu'à ce jour : 15 % (matériels identifiés et commandés)



Activité 1.1.2 Plaidoyer pour une appropriation efficace de la RSS par les Gouvernements Conjointement avec l'Union Africaine, qui a le leadership politique en matière de RSS, des sensibilisations aux parties prenantes seront facilitées, sur les bénéfices de la RSS ainsi que le rôle que chaque acteur devrait/peut jouer pour soutenir le processus. Cela permettra de renforcer la légitimité et la durabilité du processus. Cette activité visera à moyen terme à ce que les besoins identifiés pour la RSS soient reflétés de manière réaliste dans la Loi des Finances.

- Elaboration d'une stratégie de communication

- Ateliers de sensibilisation

- Matériaux de sensibilisation

Date de début : mars 2017

Progression jusqu'à ce jour : 5 % (TDR pour recrutement de consultant en train d'être validés par les parties prenantes)

Résultats des activités				
Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Praticabilité de la stratégie de communication		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Disponibilité et pertinence des matériaux fournis		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Pertinence des exemples et aspects abordés pendant les ateliers		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Satisfaction participants		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Processus de planification et mise en œuvre participatif et inclusif		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :

SO

14

A

Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 2.2 Vision nationale de sécurité

Produit 1.2. Une vision nationale de la sécurité répondant aux réalités des défis sécuritaires sur le territoire malgache est développée et permet une planification et formulation stratégique pour chaque FDS

Activité 1.2.1 Revoir les besoins de sécurité du pays

Cette activité va s'appuyer sur les consultations déjà menées dans les 22 régions par le Comité Technique d'Organisation du séminaire national sur la RSS (CTO-RSS) en 2015, et qui ont déjà pu déblayer le terrain quant aux préoccupations significatives en matière de sécurité des populations interrogées. Là où il sera nécessaire, ces études seront élargies afin de pouvoir récolter les informations nécessaires pour développer les plans opérationnels. Cette formulation participative permettra de développer, dans une seconde phase, une vision nationale de sécurité à volonté représentative des préoccupations des citoyens et de l'Etat.

Date de début : mars 2017 Date de fin : juillet 2017

Progression jusqu'à ce jour : 5% (TDR pour recrutement de consultant en train d'être validés par les parties prenantes)

Activité 1.2.3 Evaluation et analyse de la législation nationale, des règles et des procédures pour la gestion des armes des FDS et des civils

La législation ainsi que les procédures en matière de gestion des stocks d'armes et de munitions par les FDS seront étudiées. En outre, une enquête sur l'accès des civils aux armes à feu sera aussi réalisée.

- Evaluation et analyse

Date de début : mars 2017 Date de fin : septembre 2017

Progression jusqu'à ce jour : 5% (discussion avec expert du siège sur sa disponibilité et identification des premiers pas à prendre)

Activité 1.2.4 Harmonisation des textes relatifs à la sécurité communautaire

Actuellement il y a des textes de lois qui comprennent des dispositions portant sur des mécanismes de sécurité communautaires ; cependant ils ne sont pas bien connus et la cohérence n'est pas toujours évidente. Pour cela il s'avère nécessaire une évaluation et harmonisation des textes relatifs à la sécurité communautaire en vigueur. Cette activité va alimenter l'élaboration de la vision nationale de sécurité et constitue également un préalable au développement d'un modèle de sécurité communautaire inclusive et sensible au genre prévu dans le cadre du produit 4.1.

Date de début : mars 2017 Date de fin : juin 2017

Progression jusqu'à ce jour : 5% (discussion avec expert du siège sur sa disponibilité et identification des premiers pas à prendre)

Résultats des activités			
Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)

[Signature]

Prise en compte de tous les acteurs et parties prenantes dans la préparation des activités	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Processus participatif et consultatif, le résultat est validé par les parties prenantes	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Conclusions et recommandations sont prises en compte	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Satisfaction des participants	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :

Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 2.3 Genre dans plan opérationnel

Produit 1.3 La participation et le rôle des femmes dans le secteur de la sécurité sont renforcés

Activité 1.3.1 Appuyer la réforme des critères de recrutement
 Revoir les critères d'entraînement physique spécifique aux femmes, les critères de taille minimum, proposer des exercices physiques conçus/prévus pour les femmes.
 Développer des politiques de ressources humaines respectueuses de la famille.

- Révision des critères

- Campagne médiatique

Date de début : juin 2017

Date de fin : décembre 2017

Progression jusqu'à ce jour : 0%

Activité 1.3.3 Développer des lignes directrices relatives aux infrastructures et réhabiliter une infrastructure pilote

Revoir les plans/types pour leur donner un caractère « genre » des différentes infrastructures : bâtiments administratifs, casernes et commissariats de police, des différents corps armés, prenant en compte des critères respectant des besoins des femmes. Ensuite, une infrastructure pilote (à identifier) sera réhabilitée afin de la rendre sensible au genre et en ligne avec les exigences spécifiques des femmes officiers.

Date de début : septembre 2017

Date de fin : décembre 2017

Progression jusqu'à ce jour : 0%

Critères de qualité

Résultats des activités

g

h

	Date de mesure de la qualité	Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Prise en compte de tous les acteurs et parties prenantes dans la préparation des activités	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Processus participatif et consultatif, le résultat est validé par les parties prenantes	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Conclusions et recommandations sont prises en compte	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Satisfaction des participants	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :	Date : Respect des délais : Score :

Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 2.4 Sensibilisation FDS

Produit 3.2 Les institutions et mécanismes de contrôle étatiques jouent un rôle accru et responsable dans l'exercice de leurs fonctions de contrôle démocratique des forces de défense et de sécurité

Activité 3.2.1 Renforcement des capacités des parlementaires et du personnel de l'Assemblée nationale et du Sénat sur la RSS

Le Parlement est dans tout pays démocratique l'institution de redevabilité par excellence ainsi que l'organe auquel le peuple délègue, à travers les élections, le pouvoir législatif. Il est donc fondamental de renforcer la capacité des deux Chambres à s'engager dans le processus de RSS, à suivre et rapporter sur la performance du secteur de la sécurité, à proposer des éventuelles réformes législatives et à faire du plaidoyer sur des questions de sécurité et ainsi jouer pleinement leur rôle de contrôle démocratique des FDS.

Date de début : avril 2017

Date de fin : juin 2017
Progression jusqu'à ce jour : 5 % (première réunion avec le président et membres de la Commission de Sécurité Publique de l'Assemblée Nationale pour discuter l'approche)

Résultats des activités	Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
--------------------------------	----------------------------	-------------------------------------	---	---	---

Pertinence des exemples et aspects abordés pendant les ateliers		Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Satisfaction des participants		Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Processus de planification et mise en œuvre participatif et inclusif		Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :

Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 2.5 Gestion stocks d'armes

Produit 2.4 Les FDS gèrent plus efficacement leurs stocks d'armes

Activité 2.4.3 Mettre à jour les procédures de gestion de stocks d'armes des FDS

Une évaluation de la législation et des procédures opérationnelles en matière de gestion des stocks d'armes et une enquête sur les armes légères, permettront d'appuyer la mise à jour des textes et des instructions opérationnelles sur la gestion des stocks d'armes et la sensibilisation des forces de sécurité relatives au contrôle des armes et aux nouvelles procédures.

Date de début : juin 2017

Date de fin : décembre 2017

Progression jusqu'à ce jour : 0%

Activité 2.4. Fournir les moyens techniques et les compétences pour un marquage et un enregistrement d'armes selon les standards internationaux (volet traçabilité et marquage)

Une série d'activités seront menées afin d'améliorer le contrôle de la circulation d'armes, notamment l'achat de machines pour le marquage et des formations sur les nouveaux équipements. Dans cette même visée, un modèle de mise à jour et d'informatisation des registres des armes et munitions sera développé et piloté ; et des synergies/intégration des registres existants seront effectuées.

Date de début : septembre 2017

Progression jusqu'à ce jour : 0%

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Avis des bénéficiaires (date et score)	Résultats des activités	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
---------------------	------------------------------	--	-------------------------	--	------------------------------------

Disponibilité et pertinence des matériaux fournis	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Pertinence des exemples et aspects abordés pendant les ateliers	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Satisfaction des participants	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Processus de planification et mise en œuvre participatif et inclusif	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :

de
10

Pour le projet

Signature : 
Date : 19.4.2012

Pour le PNUD (DRRP) :

Signature : 
Date : 20/4/12

+

